

Le viol banalisé à Madagascar : jusqu'où la tolérance ?

Tribune - Edito - Mireille Rabenoro, enseignante-chercheuse - 04/06/14

Un livre [1] lancé dans le cadre de la célébration du 70e anniversaire du débarquement en Normandie le 6 juin 1944 nous apprend que sur les dizaines de milliers de GIs américains coupables de viols sur les femmes françaises aussitôt après la Libération, des centaines ont été jugés, et des dizaines condamnés à mort et passés par les armes. C'est que l'honneur de l'armée américaine et des Etats-Unis en général était en jeu. Il ne s'agissait pas de laisser impunément les soldats américains se comporter avec les femmes des territoires libérés comme les Nazis en territoire occupé.

C'était il y a 70 ans déjà. Et aujourd'hui ?

En Inde, le viol collectif qui a entraîné la mort d'une étudiante à New Delhi l'an dernier a suscité l'indignation, y compris des femmes indiennes qui sont sorties de leur réserve traditionnelle pour réclamer la peine de mort pour les auteurs, mais aussi pour dénoncer l'inertie des responsables politiques.

Et chez nous ? En 2011, le père d'une lycéenne de 16 ans, Ella, violée par un politicien connu avec la complicité agissante du proviseur de son lycée, est venu à Antananarivo dénoncer le crime, sachant qu'il n'avait aucune chance de se faire entendre à Antsohihy. Depuis, le père s'est tu, sans doute vaincu par les menaces et les intimidations qui ont commencé tout de suite après le crime. Le criminel avait été arrêté, mais on a appris peu après par la presse qu'il s'était fait porter malade et admettre à l'hôpital d'Androva à Mahajanga. Après s'être fait discret pendant quelque temps, le voilà qui refait fièrement surface, élu député, toujours dans la circonscription d'Antsohihy où il sévit depuis quelques législatures.

Des soi-disant ray aman-dreny complices du violeur

S'il a été élu, c'est que son casier judiciaire était vierge, que la CENIT n'a rien eu à redire à son dossier de candidature. Comment expliquer une telle situation ? Il est de notoriété publique que le violeur n'en était pas à son premier crime. Mais chaque fois, il s'est trouvé des notables, des personnalités politiques et traditionnelles, dont paraît-il des femmes, pour défendre sa cause, intervenir de toutes les manières possibles pour lui éviter d'être traduit en justice. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les victimes se taisent. A quoi bon dénoncer ? Au mieux, on n'aboutira à rien, au pire les victimes s'exposeraient, et exposeraient leur famille par la même occasion, aux représailles du violeur et de ses complices. Ces personnes n'ont-elles donc aucun sens de l'honneur ? de la justice ? Quels intérêts ces personnes censées être des *ray aman-dreny* placent-elles au-dessus du malheur des jeunes filles victimes du violeur ? Peut-être n'ont-ils/elles pas de filles, seulement des fils ? Car aucun parent – sauf peut-être le proviseur du lycée cité ci-dessus – n'aimerait que sa fille tombe entre les grosses pattes du violeur.

Le violeur reconnu par ses pairs

Mais il y a pire : le violeur notoire a été élu vice-président de l'Assemblée Nationale par 111 voix de ses pairs députés sur 111 votants. Pas une femme, donc, pas un père, pour voter contre lui, ou au moins pour voter blanc ? Mesdames et Messieurs les Députés, si seulement une dizaine d'entre vous s'étaient abstenus, qu'est-ce que cela aurait changé au résultat du vote, à supposer que les sordides calculs politiques commandaient qu'un tel ou un tel soit élu à tout prix ? Mais au moins, vous auriez montré un peu de solidarité, un peu de respect, envers les victimes du violeur. Qu'est-ce qui vous en a empêchés ? *Henamaso* ? Et dire que chacun de ces 111 législateurs revendiquerait fièrement sa qualité de chrétien, ou de musulman, pour s'opposer à toute dépénalisation de l'avortement, même lorsque la grossesse aura été le résultat d'un viol. Respect de la personne humaine, créature de Dieu, dites-vous ?

Pleurez, ô mes jeunes compatriotes !

Que reste-t-il donc à faire pour les jeunes filles d'Antsohihy ? Eviter d'être jeunes, éviter d'être jolies, pour pouvoir espérer échapper à la convoitise du pédophile vieillissant. Il n'y a pas d'autre solution, puisque les *ray aman-dreny* censés les protéger montrent plus de solidarité envers leur violeur qu'envers elles. Jeunes filles, d'Antsohihy, vieillissez-vous, enlaidissez-vous : c'est le prix que vous devez payer pour avoir le droit de vivre une vie normale.

Notes

[1] Roberts, Mary Louise, Des GI et des femmes : Amours, viols et prostitution à la Libération. Editions du Seuil, 2014.